

tions. Si cette opinion est fondée, la guerre sera très longue, ce sera une guerre d'usure et l'aide du Canada, bien que sa population ne soit pas très considérable, sera d'importance capitale dans le succès de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Dans les circonstances il serait inconcevable de refuser cette aide. Le Canada devrait donc s'allier à la Grande-Bretagne et à la France, en tant que nation libre, et je suis convaincu que le Canada leur accordera son entier concours.

Pour ces raisons, monsieur l'Orateur, j'approuve sans réserve les décisions arrêtées par le Gouvernement, et en ma qualité de Canadien, je promets tout mon appui au Gouvernement dans les mesures qui seront nécessaires pour assurer l'entière collaboration du Canada avec la Grande-Bretagne et ses alliés. Les intérêts vitaux du Canada dans la lutte à mort où la Grande-Bretagne est maintenant engagée sont inextricablement liés à ceux de la Grande-Bretagne. En m'exprimant dans ces termes, je suis certain de me faire l'écho de milliers de Canadiens d'origine britannique, française, ou non britannique, qui ont pensé et qui pensent maintenant comme je le fais. Le Canada ne peut prendre qu'une décision. Le Canada ne doit pas faillir et il ne faillira pas à la tâche pour ce qui est de l'aide à accorder à la Grande-Bretagne et à la France dans la pleine mesure de ses forces. Nous devons et nous saurons nous tenir aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France dans le long et terrible conflit auquel nous prendrons tous part.

J'approuve tout ce que l'on a dit au cours du présent débat sur les bénéfices de guerre excessifs. On devrait en faire un crime, et toute personne qui cherche à réaliser des bénéfices exagérés de la guerre devrait être considérée comme un ennemi public. La guerre imposera un lourd fardeau à la nation, et il nous incombera de voir à ce que les sacrifices soient répartis également. La richesse du pays, aussi bien que son capital humain, devra faire sa part. Quoique l'on puisse dire en faveur de la conscription, qu'elle constitue le régime le plus juste que l'on puisse appliquer et qu'il sera le plus efficace, nous ne devons pas oublier que dans plusieurs parties du Canada,—et non pas uniquement dans une province,—il existe un fort sentiment contre la conscription. Il faut tenir compte de ce sentiment, car, ce que nous pourrions gagner en efficacité nous pourrions plus que le perdre par la désunion. L'unité nationale est d'une importance suprême au Canada. Il ne sera pas aussi facile que cela de la maintenir lorsque nous commencerons à sentir le poids de la guerre. Il est essentiel que nous ayons l'appui empressé de tous les citoyens dans la poursuite de la présente guerre. La conscription ne saurait être mise en vigueur con-

[Mr. Thorson.]

tre le gré des habitants de plusieurs parties importantes du pays. Et si la nécessité s'imposait de recourir à ce régime, il faudrait qu'il fût adopté en conséquence du désir de la population en général.

Il y a une autre question que je désire soulever. Notre participation à la présente guerre est en fonction de la nécessité de préserver la liberté dans tout l'univers. En ce qui regarde toutes les mesures que nous adopterons au Parlement, assurons-nous bien que nous ne perdrons pas notre liberté au Canada. L'autorité civile doit toujours rester suprême au pays.

La guerre sera longue. Ce sera une guerre d'usure et les méthodes d'usure sont lentes. Notre population devra faire preuve de beaucoup de courage. Nous aurons besoin d'une direction calme et efficace non seulement pour poser les actes qui seront nécessaires, mais aussi pour réprimer les actes qui pourraient être nuisibles. Il ne sera pas facile de résister aux demandes du public pour que l'on agisse promptement. En vérité, ceux qui réclament des mesures promptes sans tenir compte de l'effet possible de ces mesures peuvent jouer le rôle d'ennemi du Canada. Assurons-nous que les mesures à prendre seront prises à bon escient. Evitons les nombreuses erreurs qui furent commises durant la dernière guerre. Le présent conflit exigera de nous tous une détermination froide et inflexible.

Il est trop tôt pour parler de paix; espérons, cependant, que lorsque ce moment arrivera, l'on pourra éviter les erreurs du traité de Versailles de crainte de voir semer encore les germes d'une autre guerre.

En attendant, nous, les Canadiens, avons fait notre choix, sachant pleinement ce à quoi il nous faudra faire face. Nous l'avons fait comme une nation libre. Il ne faut pas que nous faillissions à la tâche que nous avons entreprise.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggart): Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'abord, au nom du groupe auquel je suis associé, de dire que je me rends compte du problème très difficile et très grave que le Gouvernement, le pays et cette Chambre ont à résoudre. J'ajouterai que, dans la solution des nombreux problèmes provoqués par le conflit actuel, mon groupe coopérera de toute manière possible.

Je conviens avec l'honorable député de Selkirk (M. Thorson) qui m'a précédé que nous devons éviter toute désunion dans notre pays, de peur de causer des blessures que même le temps pourrait difficilement guérir. Nous ne devons donc pas oublier que le Canada—et je suis de l'avis de mon honorable collègue de Selkirk—est composé de différentes nationalités avec des idéals distincts. Notre devoir,